



Forte de son potentiel

Sonatrach sollicitée par les multinationales

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4550 - Vend. 10 - Sam. 11 août 2018 - Prix : 10 DA

Election présidentielle 2019

Les politiques à la mode des « initiatives »

Page 2

Agression d'un estivant à Béjaïa

Les citoyens de Béjaïa se recueillent à la mémoire de la victime

Page 2

Après Idlib, la Turquie dernier refuge possible pour les djihadistes

Par Mohamed Habili

Il y a seulement quelques jours, le président syrien, Bachar el-Assad, a fait savoir, pour qui en douterait encore, que la priorité pour son armée, maintenant que les affrontements se terminaient au sud du pays, est Idlib. Dans le même temps où il le disait, Russes, Turcs et Iraniens, du reste depuis leur dernière rencontre à Sochi, tentaient de trouver par la négociation une alternative à la traduction concrète de cette affirmation : la reprise par la force de la dernière ville qui reste en dehors du contrôle de Damas. Ce qui constituerait du même coup la fin de la guerre en Syrie. Longtemps on a pu croire que la dernière bataille de cette guerre n'aurait pas lieu, c'est-à-dire qu'Idlib serait livrée sans résistance de la part des groupes rebelles qui la tiennent, et cela pour au moins deux bonnes raisons. D'une part, parce que l'une des parties de l'accord d'Astana, la Turquie, s'y oppose formellement. De l'autre, parce qu'on voit mal comment des groupes qui avaient accepté de quitter des positions de prédilection, comme tout récemment à Deraa, se montreraient ensuite déterminés à tenir jusqu'au dernier à Idlib, pourtant pour eux juste un pis-aller, sinon un lieu de déportation, où de surcroît ils sont maintenant à l'étroit, se retenant pour ne pas s'entre-tuer.

Suite en page 3

À quelques jours de l'Aïd El-Adha

Le mouton le moins cher coûte plus de trois fois le SNMG



Ph/E. Soraya/J. A.

Au grand dam des citoyens, les prix des moutons ont déjà pris le large. En effet, la vente continue et les prix affichés sont de plus en plus élevés et inaccessibles pour les petites bourses. A Alger, les coûts donnent le tournis : le mouton est cédé entre 50 000 et 120 000 dinars voire plus, comme à El Harrach où l'on propose la bête sacrificielle à 180 000 dina

Lire page 4

Pénurie d'eau à M'sila

Les vendeurs d'eau font les poches du citoyen

Page 24

Clôture du 11^e Festival de la chanson oranaise

Quatre jeunes talents récompensés

Page 13

Election présidentielle 2019

Les politiques à la mode des «initiatives»

■ Alors que le FLN entre en campagne de plain-pied pour soutenir la candidature du président de la République à un cinquième mandat, le mouvement El-Bina tente une autre approche pour présenter à son tour une nouvelle initiative, rallongeant ainsi la liste des initiatives politiques qui se font multiples avec, toutefois, le dénominateur commun : la stabilité et l'intérêt national.

Par Ali R.

Avec «l'Algérie pour tous», le mouvement El Bina va à la rencontre de la classe politique pour plaider le dialogue fédérateur dans l'intérêt de l'Algérie d'abord. Sa première rencontre avec Talaie el Houriat se voulait une quête de consensus entreprise auprès de l'opposition. Le président du mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina a, lors de sa rencontre avec Ali Benflis, présenté l'initiative de sa formation politique, initiée en mai dernier pour tenter de sensibiliser sur l'impératif de «distinguer avec un discours fédérateur rejetant les diatribes et les diffamations, d'autant que la conjoncture exige de tout un chacun de travailler pour l'Algérie».

Quant à l'objectif sous-jacent de cette initiative, il se mesure en la capacité de ce parti à faire adhérer les autres partis à «protéger le front interne et soutenir l'acquis démocratique et l'organisation de la vie partisane». Le mouvement El Bina, qui a fait montre de respect du jugement des urnes, a fait connaître sa position de participer à cette élection présidentielle prochaine, «soit avec son propre candidat soit à travers une alliance avec un autre candidat, selon les conditions définies par le Conseil consultatif qui tiendra sa session ordinaire en automne prochain, pour trancher définitivement cette question».

Pendant ce temps, le chef de file du MSP continue sa tournée en plaçant pour le «consensus national». Une autre initiative qui a d'ores déjà montré ses limites eu égard aux contours imprécis et l'absence de l'objectif réel de la démarche. Le MSP, qui a initié avec fracas ce projet, a dû abandonner devant le refus des autres formations contactées, d'adhérer à une démarche qui dit pas son nom.

Le niet lui a été clairement signifié par le FLN, RND, TAJ et même par le parti El Moustakbal, qui n'y voient pas l'utilité, surtout qu'ils sont ou favorables à la candidature du président de la République ou pas contre du moins, selon la position d'El Moustakbal qui s'en remet à la volonté populaire.

L'autre chantier ouvert dans ce sens est celui de Louiza Hanoune qui a exprimé son refus d'examiner cette profusion d'initiatives politiques, estimant que «trop d'initiatives, tue l'initiative», elle s'en tient à son projet de «constituante», une initiative lancée il y a quelques mois, à travers laquelle le Parti des travailleurs a demandé au président de la République de convoquer une Assemblée constituante qui, «avec suffisamment de préroga-



PHD. R.

tives, rédigera une nouvelle Constitution pour préserver les acquis, lever les contradictions et élargir les droits effectifs dans

tous les domaines et contrôlera réellement l'action de l'Exécutif». L'initiative a été pour le moins ignorée par les autres forma-

tions. Il reste que toutes ces initiatives politiques et quelles que soient les raisons les ayant motivées, à l'étroit dans un cadre qui

se limite à la classe politique, les électeurs, eux, attendent les urnes.

A. R.

Agression d'un estivant à Béjaïa

Les citoyens de Béjaïa se recueillent à la mémoire de la victime

Les cinq personnes impliquées dans l'agression physique et le décès du citoyen Zoubir Aïssa, dans la commune de Souk el Ténine, dans la wilaya de Béjaïa, ont été placés sous mandat de dépôt en attendant de comparaître dimanche devant le juge du tribunal de Kherrata. Lors d'une conférence de presse animée, jeudi, par le procureur de la République près le tribunal de Kherrata, il a été fait état de leur implication «dans l'agression du dénommé Zoubir Aïssa, après le refus de ce dernier de payer sa place de stationnement par des individus autoproclamés gardiens d'un parking à la plage précitée», selon les termes du communiqué rendu public à cet effet. Le procureur de la République près le tribunal de Kherrata a assuré que «tous les moyens ont été mobilisés pour la collecte des preuves relatives aux faits et la loi sera appliquée dans toute sa rigueur, afin de lutter contre ce genre de crimes et assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens».

Cinq jours après le décès du vacancier de Qued-Souf, l'affaire continue d'animer les débats à Béjaïa et sur la Toile. Les gens condamnent unanimement «cet acte barbare et ignoble et exigent l'arrestation des criminels et leur traduction devant les tribunaux». Certains réclament des sentences exemplaires, comme la perpétuité, pour les auteurs de cet acte qui a coûté la vie à un innocent, un père de famille venu passer quelques jours de

vacances à Béjaïa avec sa famille. Il a été battu à mort pour avoir exigé un ticket et refusé de se faire racketter de 200 DA, une somme représentant soi-disant le droit d'accès à un terrain vague pour stationner son véhicule l'espace d'une baignade. Pour sa part, l'association «Les Aiguades» n'est pas restée les bras croisés. Elle a décidé d'agir et dénoncer activement cet acte criminel par une action de protestation et de rue devant le siège de la wilaya, jeudi matin. Devant cet acte criminel condamnable à l'encontre du défunt venu de Qued-Souf pour séjourner dans une ville paisible, un séjour qui s'est malheureusement transformé en drame et un véritable cauchemar à une famille algérienne à cause d'une modique somme de 200 DA, l'association des «Aiguades» a initié jeudi un rassemblement à 10h devant le portail de la wilaya afin de dénoncer ce crime barbare et abject et apporter le soutien indéfectible à la famille de la victime. Une gerbe de fleurs à la mémoire de la victime a été déposée par les participants à cette action placée sous le slogan «Non à l'imputé» et à laquelle ont participé des animateurs de l'association organisatrice, des syndicats, partis politiques, élus, militants, animateurs associatifs, citoyens, transporteurs qui ont allumé des bougies à la mémoire du défunt. Le président de l'association initiatrice du sit-in, tout comme les présents d'ailleurs, ont d'abord «condamné cet acte abject et ignoble et

exigé l'arrestation et la traduction des criminels devant la justice». Pour Malek Djellouli, président de l'association «Les Aiguades», «les criminels qui ont sauvagement agressé la victime Aïssa Zoubir, décédée quelques jours après, ne représentent pas la population de Béjaïa et ce crime ne doit pas rester impuni pour qu'un tel acte barbare et inhumain ne se reproduise plus dans notre société à l'avenir». Les manifestants ont ensuite exigé l'application stricte de l'instruction du ministère de l'Intérieur sur «la gratuité de l'accès aux plages». Réagissant sur les réseaux sociaux à l'agression puis la mort de l'estivant d'El Oued, le député indépendant de Tinebder, Braham Benadji, dit ne pas croire aux opérations de sécurisation des plages et que «les autorités sont incapables de toucher aux propriétaires des khaymates géantes de 100 mètres installées à ciel ouvert au bord de la mer et transformées, impunément, en cabarets et lieux de débauche (drogue, alcool et prostitution)». Pour lui, «ces gens sont bien protégés car beaucoup d'argent circule et profite à tout le monde».

Notons que la Police et la Gendarmerie nationales ont mené une opération conjointe, mercredi après-midi, sur les plages de la wilaya de Béjaïa, notamment à Aokas, Tichy et à la Brise de mer. Cette descente expéditive a été menée afin de nettoyer les plages de vrais véritables squatteurs. «Deux per-

sonnes ont été arrêtées pour création illicite de parkings», selon un communiqué de la police. «Il faut ajouter à cela la saisie de 123 tentes et la convocation de plusieurs hommes pour vérifications des autorisations de création de parkings et occupation des espaces à la plage par leur matériel...». Notons qu'un groupe de citoyens dans de la wilaya de Béjaïa active d'arrache-pied en vue d'organiser une action de protestation sur le littoral. Celle-ci sera placée sous le mot d'ordre «Parking gratuit». Il s'agit, pour eux, de «nettoyer les plages de la mafia qui les squatte», déclare-t-on sur la Toile. Pour les initiateurs de l'action, «l'idée est venue suite à l'indignation exprimée par les Béjaïais en apprenant le décès d'un estivant natif du Sud algérien. Quel a été sauvagement tabassé par des gardiens de parking, dans la soirée du 1^{er} août dernier à la plage de Lotta, dans la commune de Souk El-Ténine, après avoir réclamé son ticket pour s'acquitter du droit de stationnement malgré le prix de 200 DA jugé excessivement cher», explique-t-on.

Cette action, selon ses initiateurs, vise à interpeller les autorités à tous les niveaux, jugées «complices par leur passivité par rapport au chaos et de l'insécurité régnant sur nos plages».

Il s'agit, selon eux, de les sensibiliser pour qu'un changement soit apporté à la gestion de nos plages, normalement gratuites, selon l'instruction du ministère de l'Intérieur. **Hocine Cherfa**

Forte de son potentiel

Sonatrach sollicitée par les multinationales

■ Les compagnies internationales sont toujours intéressées par l'investissement dans le secteur pétrolier algérien. Pas moins de 14 compagnies pétrolières étrangères ont sollicité Sonatrach pour un partenariat, faisant que l'Algérie est entrée dans une nouvelle ère pétrolière et gazière.

Par Louiza Ait Ramdane

C'est ce qu'a affirmé, hier, le président-directeur général (Pdg) de Sonatrach, Abdelmoumène Ould Kaddour, lors de sa visite dans la wilaya de Béjaïa. «Forte de son potentiel, la Sonatrach bénéficie de l'intérêt constant des compagnies étrangères qui ont exprimé la volonté de trouver des opportunités de projets en commun», a déclaré Ould Kaddour. Parmi les géants de l'industrie pétrolière, l'américain ExxonMobil dont le rapprochement a été effectué depuis quelques mois.

Les négociations seraient très avancées, selon les déclarations de Ould Kaddour qui a affirmé que le géant américain a sollicité Sonatrach pour investir dans le domaine de la pétrochimie. «Ils nous ont sollicité pour que nous présentions notre programme dans ce domaine», s'est félicité de P-DG qui estime, toutefois, qu'«il est vrai que nous attirons ces entreprises, mais il faut qu'elles nous aident aussi», a insisté Ould Kaddour. Dans sa stratégie, le Groupe Sonatrach compte bien négocier le chemin à prendre à l'international et dans l'intérêt des deux parties.

Pour rappel, une délégation représentant le géant américain ExxonMobil a fait le déplacement à Alger, en avril dernier, pour rencontrer les responsables de Sonatrach. La compagnie pétrolière et gazière américaine, pesant plus de 203 milliards de dollars, confirmait son intérêt pour le marché algérien, devenu plus visible sur le marché mondial de l'énergie.

Poursuivant sa présentation sur le développement du groupe, le P-DG de Sonatrach a évoqué la loi sur les hydrocarbures, dont la révision, a-t-il soutenu, «est plus qu'une nécessité». «Nous vivons une phase de transition économique mondiale, marquée par la persistance et la récurrence des crises et nous devons anticiper les choses au risque d'être dépassés», a-t-il argumenté,



ajoutant qu'«une nouvelle loi qui protégera nos intérêts, ceux du Groupe et du pays, s'impose comme un impératif».

Envoi du premier chargement de pétrole brut du port de Béjaïa

Lors de sa visite dans la wilaya, le P-DG de Sonatrach, Abdelmoumène Ould Kaddour, a assisté à l'envoi du premier chargement de pétrole brut dans le cadre du processing-échange pétrole brut contre l'équivalent en produits raffinés. Le Tanker, stationné au large du port pétrolier de Béjaïa, transporte à son bord deux millions de barils de pétrole brut dans le cadre de ce projet. Une quantité qui est en hausse selon les propos du même responsable. Cette quantité est destinée à être échangée contre des produits raffinés, essence et gasoil, dans le cadre du projet pétrole brut contre produits raffinés, a-t-on expliqué sur place. «C'est un programme lancé il y a 16 mois, qui permettra de réduire la facture d'importa-

tion de produits hydrocarbures raffinés, car c'est une anomalie économique inacceptable d'importer pour des sommes faramineuses», a souligné Abdelmoumène Ould Kaddour.

L'Algérie souhaite le maintien des accords de 2016 de l'Opep et des pays non Opep

En outre, le P-DG de Sonatrach a indiqué que l'Algérie souhaite le maintien de l'accord de décembre 2016 de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et non Opep, lors de la réunion de septembre prochain à Alger. «Ce que nous souhaitons, c'est que l'accord de 2016 soit maintenu», a-t-il indiqué. Cependant, «ce qui se passe actuellement, avec notamment la conjoncture politique actuelle aux Etats-Unis et au Moyen-Orient, aura un impact sur la réunion que personne ne peut prévoir», a-t-il nuancé. Pour rappel, l'accord, signé en décembre 2016 entre onze producteurs de pétrole non Opep et 13 pays

membres de l'Opep, prévoit une baisse de la production pétrolière de 1,8 million de barils par jour pour maintenir l'équilibre sur le marché mondial.

La stratégie SH 2030 placera Sonatrach au rang des grandes compagnies

Revenant à la stratégie de Sonatrach pour les années à venir, Abdelmoumène Ould Kaddour a fait savoir que la stratégie SH 2030 permettra au Groupe pétrolier national de consolider sa place parmi les cinq grandes compagnies pétrolières mondiales. «Cette nouvelle stratégie permettra à Sonatrach de passer à un autre cap dans son développement», a soutenu Ould Kaddour qui s'exprimait lors de la présentation de la stratégie de développement du Groupe à l'horizon 2030 (SH 2030), au siège de l'unité de transport par canalisation de la Société de transport des hydrocarbures (STH). Un saut réalisable, selon lui, grâce aux atouts dont dispose le Groupe et à la capitalisation de ses potentialités humaines et le capital expérience acquis. Pour ce faire, ce saut nécessite une réforme sérieuse des ressources humaines du Groupe, a-t-il ajouté. À ce propos, il a indiqué que «fondamentalement, l'année 2019 sera pour le Groupe celle de la mise en œuvre du processus de réformes des ressources humaines avec l'adoption d'une stratégie plus importante et plus élaborée pour mieux gérer les intérêts du Groupe». Sonatrach procédera, dans ce contexte, au lancement d'un programme de formation «200 Top jeunes», a fait savoir Ould Kaddour. «C'est un programme limité dans le temps à six mois et qui est destiné à former des jeunes aux cultures managériales. Car, pour être maintenue, la rentabilité doit être accompagnée d'une nécessaire formation», a-t-il expliqué.

L. A. R.

Le DG de STH de Béjaïa remplacé

I nous a été confirmé auprès des cadres de STH, sur place à Béjaïa, qu'il a été mis fin aux fonctions du DG de l'entreprise qui sera restructurée et récupérée totalement par Sonatrach.

La société de gestion et d'exploitation des terminaux marins à hydrocarbures (STH) sera restructurée mais «pas fermée», a rassuré le P-DG de Sonatrach qui a tenu à tranquilliser les travailleurs quant au maintien de leurs postes de travail à STH (entreprise de gestion et d'ex-

ploitation des terminaux marins à hydrocarbures) domiciliée au port de Béjaïa. Ainsi, il a apporté un démenti à la rumeur qui a enflé dans le milieu des travailleurs, faisant état de la dissolution de leur entreprise. «Pourquoi fermer l'entreprise, alors que nous avons besoin de tout le monde pour sa restructuration», a dit Ould Kaddour.

La STH est une filiale de la compagnie nationale des hydrocarbures, détenue à 60% par la Holding Société

d'Investissements et de Participations (SIP). Elle a pour mission la gestion et l'exploitation des terminaux marins à hydrocarbures situés aux ports d'Arzew de Bethioua, de Skikda dans l'ancien port et Béjaïa. Cette entité sera donc entièrement récupérée par Sonatrach, mais subira néanmoins des restructurations pour devenir une sous-direction de la structure des transports hydrocarbures par canalisation (TPSC). C'est à ce titre qu'il a été procédé au

limogeage de l'actuel DG de STH, Farid Gasmia, remplacé par Boubaker Gharmoun par intérim.

Il a été également mis fin aux fonctions des premiers responsables des filiales régionales de Skikda et d'Arzew. Le P-DG de Sonatrach ayant été saisi de rapports d'audits défavorables de management, effectués auprès de cette entreprise et qui ont révélé que les objectifs tracés n'ont pas été atteints.

L. A. R.

LA QUESTION DU JOUR

Après Idlib, la Turquie dernier refuge possible pour les djihadistes

Suite de la page une

Pourquoi seraient-ils prêts à mourir pour Idlib, qui pour la plupart n'est ni leur ville ni leur région, alors qu'ils ont préféré vivre au moment où ils perdaient leurs batailles décisives respectives, et leurs villes. Serait-ce qu'ils pensaient pouvoir se reconstituer et même se regrouper à Idlib pour n'en faire qu'un, avant de se lancer dans une nouvelle phase de la guerre ? Si cette perspective pouvait encore se concevoir quand l'issue du conflit n'était pas encore tranchée, le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'est plus de saison aujourd'hui. La rébellion dans son ensemble est condamnée parce qu'elle a perdu ses principaux soutiens régionaux et internationaux. On l'a bien vu à Deraa, quand les Etats-Unis ont brusquement laissé faire l'armée syrienne et ses alliés, après les avoir avertis qu'ils ne les laisseraient pas faire. S'il y avait encore un doute quant à l'entente entre Russes et Américains sur la manière de terminer cette guerre, ce doute s'est dissipé à cette occasion. Dans le cas d'Idlib, il n'y a que la Turquie qui s'échine à lui épargner une bataille d'autant plus meurtrière qu'elle serait la dernière, si finalement elle éclatait. Idlib est tout près de ses frontières sud, vers lesquelles se dirigeraient les populations civiles fuyant les combats. Comme en quelque sorte par définition, il n'y aura plus en Syrie une zone où les rebelles ne fois vaincus auraient le droit de se retirer, eux et leurs familles, il ne leur restera que la Turquie pour refuge. Dans le tas des centaines, peut-être même des milliers de djihadistes, qui passeraient dans le pays même par où ils étaient entrés en Syrie. Une perspective dont on comprend qu'elle n'enchant pas les Turcs. C'est comme si quelques-uns des ingrédients de la guerre désertaient la Syrie pour se transporter en entier en Turquie. Or ce n'est pas tout. Il faut aussi compter avec les Kurdes, qui sont en négociation avec Damas, et qui ne demandent pas mieux que de prendre part à la libération d'Idlib. Et c'est ce moment plein de dangers que les autorités turques ont choisi pour être au plus mal avec les Etats-Unis.

M. H.

À quelques jours de l'Aïd El-Adha

Le mouton le moins cher coûte plus de trois fois le SNMG

■ Au grand dam des citoyens, les prix des moutons ont déjà pris le large. En effet, la vente continue et les prix affichés sont de plus en plus élevés et inaccessibles pour les petites bourses. A Alger, les coûts donnent le tournis : le mouton est cédé entre 50 000 et 120 000 dinars voire plus, comme à El Harrach où l'on propose la bête sacrificielle à 180 000 dinars.

Par Thinhinene Khouchi

À quelques jours de la célébration de la fête de l'Aïd el Kebir, les revendeurs de circonstance tentent de faire du chiffre d'affaires à Alger. En l'absence de toute norme de fixation des prix, c'est à la débrouille que le citoyen court les marchés à la recherche du mouton dont le prix serait à la portée de son budget.

Pour l'instant, les citoyens préfèrent attendre que la fièvre tombe, dans l'espoir d'acquérir le mouton du sacrifice à moindre coût. Mais là encore, il faudra compter sur la chance. Les vendeurs – souvent des revendeurs – expliquent le renchérissement des prix des moutons par la cherté de l'aliment de bétail et se disent obligés de payer le loyer des locaux car ils sont nombreux à venir d'autres wilayas du pays. Des frais qu'ils greffent au prix réel du mouton avec une fixation de la marge à leur convenance.

A propos de cette augmentation, le ministre de l'Agriculture, Abdelkader Bouazgui, a avoué que son département était «incapable» de trouver des solutions plus clémentes et ne dispose pas de mécanismes pour contrôler les prix des moutons de l'Aïd el Kebir. Dans un point de presse animé en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya d'Alger, Bouazgui a laissé entendre que c'est le marché qui fixe le prix du mouton de l'Aïd. «Nous ne pouvons pas maîtriser les prix des moutons, du fait qu'ils sont dictés par la règle de l'offre et de la demande», a-t-il souligné, avant de préciser que son département s'occupe uniquement du volet organisationnel et d'encadrement au niveau des abattoirs et points de vente et, également, veiller au respect des normes sanitaires. Bouazgui a assuré que tous les abattoirs que compte le pays seront ouverts, outre la mobilisation de vétérinaires, durant le jour de l'Aïd el Kebir. Par ailleurs et dans le but d'instaurer un climat propice à la vente normale des moutons, le département de l'Agriculture a instruit les walis de consacrer des espaces en faveur des vendeurs afin de «faciliter les opérations de contrôle» exclusivement sanitaire. C'est à ce titre qu'il a été détecté des cas de fièvre aphteuse qui a touché notamment le bovin dans dix wilayas du pays, dont Bouira, Tizi Ouzou, Béjaïa, Sétif, Tipaza, Médéa, Oum El Bouaghi, Bordj Bou Arréridj, Chlef et Blida et plusieurs mesures ont été prises pour faire face à ce virus.

Parmi les mesures prises, le ministère de l'Agriculture a ins-



Ph.E. Soraya/J. A.

truit les responsables locaux de procéder à l'abattage des bovins atteints et la fermeture des marchés selon la situation de chaque wilaya. Les mesures comportent aussi le renforcement des opérations de prospection et de contrôle du cheptel, en mobilisant l'ensemble des vétérinaires fonctionnaires et praticiens du privé, ainsi que la dotation des wilayas de désinfectants au niveau des foyers,

outre le renforcement des campagnes de sensibilisation des éleveurs à travers tous les médias locaux et nationaux et l'attribution du marché pour l'acquisition de deux millions de doses de vaccin.

105 points de vente directe de moutons disponibles à Alger

Selon Doubbi Bounoua

Lancement d'une campagne de sensibilisation sur la fièvre aphteuse à Tlemcen

LA CAISSE régionale de mutualité agricole de Tlemcen a lancé une campagne de sensibilisation sur la fièvre aphteuse au profit des éleveurs de bétail, a révélé son responsable. La campagne, animée par des cadres et des vétérinaires locaux de la Caisse, a ciblé des éleveurs de bétail, assurés et non assurés, pour leur fournir tous les conseils préventifs afin d'éviter les risques de propagation de la fièvre aphteuse aux bovins, ovins et caprins, a indiqué Dali Khadir. Le responsable a souligné que durant cette campagne, deux sorties sont organisées chaque semaine à travers différentes communes de la wilaya pour tenir des rencontres avec des éleveurs et les sensibiliser sur l'hygiène au sein des étables, la vaccination, l'alimentation saine, l'utilisation de bâtiments pour l'élevage de bétail conformes aux normes, l'installation de bassins d'eau pour les assainir et autres méthodes de protection de cette ressource animale. Cette opération, qui précède l'Aïd El Adha, a permis d'inspecter des troupeaux de bétail par des vétérinaires pour confirmer qu'ils ne sont pas atteints de la fièvre aphteuse et prendre les mesures préventives en cas de détection d'un symptôme, à savoir l'isolement, l'abattage et aviser des services vétérinaires de la Direction des services agricoles. M. Khadir a ajouté que cette campagne est une occasion pour sensibiliser des éleveurs non assurés sur l'importance d'assurer leur patrimoine animalier en leur accordant tous les avantages et facilités par la CRMA, dont des bonifications et le versement par facilité.

R. N.

Ladjel, président de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), un total de 105 points de vente directe de moutons ont été ouverts aujourd'hui dans différentes régions de la capitale, en prévision de la fête de l'Aïd El Adha. «Ces espaces de vente aménagés à travers la wilaya d'Alger devraient offrir les meilleures conditions de vente en rapprochant directement les éleveurs des consommateurs», a-t-il déclaré à l'issue d'une rencontre qui l'a regroupé avec le président de la Fédération nationale des éleveurs, Djilali Azaoui, et des éleveurs de différentes wilayas du pays au siège de la CNA. Le président de la Chambre a tenu à expliquer que ces espaces ont été accordés prioritairement aux éleveurs qui sont munis de leur carte professionnelle, en plus d'un certificat de vaccination de leur bétail. «Ce sont des conditions obligatoires pour sécuriser les ventes en protégeant le citoyen contre les produits avariés», explique-t-il. Toutefois, il a mentionné qu'il existe deux espaces très demandés par les éleveurs par rapport aux autres points de vente. Il s'agit du site de la Safex, du côté du parking et celui de Bab Ezzouar. Mais leur capacité d'accueil ne dépasse pas une trentaine d'éleveurs chacun. «Ce sont les deux endroits préférés des éleveurs car ils offrent plus de confort et de sécurité par rapport aux autres sites. De plus, ils sont accessibles aux citoyens, ce qui permet une plus grande affluence vers ces deux marchés», a-t-il

détaillé. Pour sa part, le président de la Fédération nationale des éleveurs, Djilali Azaoui, a rappelé que le ministère de l'Agriculture aménagé, depuis 2014, des points de vente à travers les grandes villes du pays à l'approche de l'Aïd. Il a considéré que c'est une expérience réussie du fait qu'elle a permis de réduire l'anarchie et la spéculation qui prévaut sur le marché de bétail à cette occasion. «C'est une opération qui a fait ses preuves car elle profite aussi bien aux éleveurs qu'aux consommateurs». Cela permet de décentraliser la vente tout en permettant à l'éleveur d'écouler la totalité de son produit avec une marge bénéficiaire appréciable. En outre, elle offre l'occasion aux consommateurs d'acheter un produit sain à des prix «abordables». Interrogé sur les prix, le représentant des éleveurs a avancé une fourchette comprise entre 40 000 et 50 000 DA pour un mouton de taille moyenne et un prix oscillant entre 60 000 et 111 000 DA lorsqu'il s'agit d'une bête de plus d'un quintal. «On ne peut pas imposer un prix fixe. Mais une chose est sûre, l'abondance de l'offre et la multiplication des sites de proximité consacrés à la vente de bétail va barrer la route aux spéculateurs, ce qui profitera forcément aux consommateurs sans pénaliser les éleveurs». Enfin, le président de la CNA a estimé entre 4 et 5 millions, le nombre de moutons qui seront sacrifiés cette année.

T. K.

Pétrole

Le Brent à 72,12 dollars à Londres

■ Les prix du pétrole se stabilisaient hier en cours d'échanges européens, après avoir creusé leurs pertes en début de séance, alors que les tensions commerciales et la vigueur du dollar pèsent sur la demande.

PH. > D. R.



Par Faiza O.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 72,12 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 5 cents par rapport à la clôture de jeudi après avoir atteint 71,40 dollars, à son plus bas depuis plus de trois semaines dans la matinée. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de septembre cédait 1 cent à 66,80 dollars après avoir touché 66,14

dollars, à son plus bas depuis plus d'un mois et demi dans la matinée. «Les craintes que les importations chinoises de brut américain soient taxées se sont intensifiées cette semaine, alors que Pékin a émis des taxes sur les produits pétroliers (distillés)», ont expliqué les analystes de ANZ. La tension commerciale entre la Chine et les Etats-Unis est montée d'un cran cette semaine, quand Pékin a annoncé mercredi qu'elle imposerait des droits de douane de 25% visant 16 milliards de dollars supplémentaires de produits américains, conformément à sa promesse de riposter face aux der-

nières taxes américaines sur ses produits. «Par ailleurs, la vigueur du dollar pèse également sur les perspectives de la demande de pétrole», a ajouté Stephen Brennock, analyste chez PVM. Comme les cours du baril sont fixés en monnaie américaine, les investisseurs utilisant d'autres devises voient leur pouvoir d'achat fondre quand le billet vert étincelle. A plus long terme, les marchés surveillent l'Iran, troisième plus grand producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui va voir ses ventes à l'étranger plombées par les sanctions américaines, effectives à partir de

novembre. «Quand les sanctions pétrolières contre l'Iran prendront effet, peut-être conjointement avec des problèmes de production ailleurs, le maintien de l'offre mondiale pourrait s'avérer très difficile», a ainsi mis en garde l'Agence internationale de l'Energie (AIE) dans son rapport mensuel. Le dernier train de sanctions s'était traduit par une chute des exportations de brut de 1,2 million de barils par jour (mbj) mais «cette fois-ci l'impact pourrait être encore plus sévère», selon le rapport. L'AIE note toutefois que pour l'instant, les inquiétudes sur l'offre se sont calmées, même si elle fait état d'un déclin

surprise de la production saoudienne en juillet : elle a en effet baissé de 110 000 barils par jour (b/j) à 10,35 mbj, avec un déclin des exportations. L'Opep publiera son propre rapport mensuel la semaine prochaine. F. O./APS

Changes

L'euro chute face au dollar

L'euro chutait hier à un plus bas en treize mois face au dollar, entraîné par l'effondrement de la livre turque, une crise qui pourrait se répercuter sur les banques européennes. Dans la matinée, la monnaie unique européenne s'échangeait à 1,1452 dollar, contre 1,1527 dollar jeudi soir. Dans la matinée, l'euro est tombé jusqu'à 1,1432 dollar, son plus bas niveau depuis juillet 2017. La devise européenne baissait face au yen à 126,98 yens après être tombé en début de journée à 126,79 yens, son plus bas depuis mi-juin. Jeudi soir, un euro valait

128,05 yens. Le dollar était en baisse face au yen à 110,89 yens, contre 111,08 yens la veille. L'euro, qui était stable face au dollar en début de séance, a brusquement chuté en début de journée, entraîné par l'effondrement de la livre turque. La devise turque a brièvement franchi dans la matinée pour la première fois la barre de 6 livres pour un dollar, s'effondrant même jusqu'à 6,3 livres après avoir perdu plus de 12%. Elle s'est ensuite quelque peu ressaisie et s'échangeait dans la matinée à près de 5,98 livres pour un dollar, accusant une baisse de plus de 7% sur la

journée. La livre turque, dont la valeur a fondu de plus d'un tiers depuis le début de l'année et qui évolue à ses plus bas historiques face au dollar, avait déjà perdu plus de 5% face au dollar jeudi. Dans un article publié vendredi, le *Financial Times* rapporte que la Banque centrale européenne s'inquiète d'une éventuelle exposition de certaines banques européennes, très présentes en Turquie, à la crise monétaire que traverse ce pays. Le yen, de son côté, semblait profiter de la crise, grimpaient face aux autres principales devises. La monnaie japonaise, considérée comme une

valeur refuge, a tendance à s'apprecier en période d'incertitudes économiques ou politiques. Au Royaume-Uni, la croissance économique a accéléré à 0,4% au deuxième trimestre, après un mauvais début d'année, profitant en partie d'une météo clémente et des festivités de la Coupe du monde de football, selon des chiffres publiés vendredi. Dans la matinée, l'once d'or valait 1 208,72 dollars contre 1 212,45 dollars jeudi soir. La monnaie chinoise valait 6,8572 yuans pour un dollar contre 6,8210 yuans la veille l'après-midi.

Assia D.

Italie

Excédent commercial à 5,07 milliards d'euros en juin

L'Italie a enregistré en juin un excédent de sa balance commerciale de 5,071 milliards d'euros, contre 4,504 milliards d'un an plus tôt, a annoncé hier l'Institut national de la statistique (Istat). Par rapport au mois précédent, l'Italie a enregistré une hausse de ses exportations (+4,6%) et une hausse très modérée de ses importations

(+0,3%), selon l'Istat. Sur les six premiers mois de l'année, l'excédent commercial s'établit à 18,955 milliards d'euros. Sur un an, les exportations ont augmenté de 6,6%, portées aussi bien par les exportations vers les pays hors UE (+8,0%) que les exportations vers la zone UE (+5,6%). Sur un mois, ce sont surtout les exportations vers les

pays hors-UE qui ont progressé (+8,0%), principalement dans le secteur des moyens de navigation maritime, tandis que la croissance des exportations vers l'UE restait plus modérée (+2,1%). Depuis janvier, les secteurs qui contribuent le plus à la hausse des exportations sont la métallurgie (+7,0%), les produits alimentaires, boissons et tabacs

(+4,6%), les moyens de transports hors voitures (+11,9%), la pharmacie et botanique (+6,5%) et les appareils électriques (+4,1%). Sur un an, les pays vers lesquels les exportations ont le plus augmenté sont la Suisse (+55,1%), les Pays-Bas, (+20,8%), les Etats-Unis (+18,8%) et la France (+10,3%). S. D./Agences

France Le pays veut emprunter entre 4 et 5,2 milliards d'euros à court terme

LA FRANCE veut emprunter entre 4 et 5,2 milliards d'euros à court terme lundi sur les marchés, a annoncé hier l'Agence France Trésor (AFT), chargée de placer la dette française auprès des investisseurs. Dans le détail, le pays a l'intention de lever entre 2,3 et 2,7 milliards d'euros à trois mois (13 semaines), échéance pour laquelle il avait accordé un taux de -0,540% lors de la dernière opération comparable le 6 août. Le Trésor veut également emprunter entre 1,1 et 1,5 milliard d'euros à six mois (22 semaines). Le taux avait atteint -0,596% pour cette échéance lundi dernier. Enfin, le pays veut lever entre 600 millions et 1 milliard d'euros à un an (48 semaines), échéance pour laquelle il avait accordé un taux de -0,545% le 6 août. La France emprunte depuis août 2014 à des taux négatifs sur des échéances de court terme, ce qui signifie que les investisseurs, qui cherchent à tout prix des placements sûrs, sont prêts à perdre de l'argent en lui prêtant. Emprunter sur ces échéances devient donc rémunérateur pour le Trésor. R.E.

Mila

Plus de 3 700 actes de concession de terres agricoles délivrés

■ Au total, 3 749 actes de concession de terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat ont été délivrés à ce jour dans la wilaya de Mila, a indiqué, jeudi, le directeur local de l'Office national des terres agricoles (ONTA), Abdelaâli Belkasmî.

Par Ali A.

« Ces actes de concession ont été délivrés durant la période allant de 2011 à juillet dernier, pour une superficie de l'ordre de 64 000 hectares », a précisé M. Belkasmî, rappelant la loi n° 10-03 du 15 août 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat, portant principalement sur la préservation des terres agricoles en tant que propriété pérenne de l'Etat et dont l'exploitation doit se faire sous le régime exclusif de la concession. Il a ajouté que 80

autres dossiers pour concession « sont actuellement en phase d'étude » par le comité de wilaya composé de plusieurs secteurs, avant de signaler que tous les contrats seront délivrés « avant la fin de l'année 2018 » aux bénéficiaires pour une exploitation sous le régime exclusif de la concession, d'une durée de 40 ans renouvelable, moyennant redevance versée au Trésor public. Concernant le transfert des contrats de concession aux héritiers, les services du même ONTA ont reçu 209 dossiers, dont 207 ont été transférés aux services des domaines, a fait savoir le même responsable, soulignant que ses services ont



délivré 61 nouveaux contrats de concession pour les héritiers. Dans le même contexte, M. Belkasmî a indiqué que les services de l'antenne locale de l'Office national des terres agri-

coles a reçu cinq dossiers relatifs à la renonciation au droit de concession aux ayants droit, conformément à la circulaire ministérielle régulant les procédures en usage en pareil cas. Le

directeur de wilaya de l'ONTA a indiqué qu'une commission de wilaya a été créée, conformément aux instructions du chef de l'exécutif local, visant à soutenir et aider l'investissement agricole, ajoutant que des sous-comités au niveau des daïras travaillent actuellement pour identifier les terrains agricoles pouvant être exploités dans le cadre de l'investissement.

H. A./APS

Constantine

Affluence des nouveaux bacheliers à la manifestation «Les entretiens individuels»

Une grande affluence de nouveaux bacheliers a marqué la manifestation «Les entretiens individuels», initiée par l'université des frères Mentouri à Constantine. La manifestation, lancée mercredi à la bibliothèque centrale de l'établissement universitaire, constitue «la deuxième étape des pré-inscriptions universitaires des nouveaux bacheliers» pour la saison 2018/2019, après celle de l'insertion des choix, a indiqué le vice-recteur de l'université, Abdelmalik Bachkheznadji. Il a également ajouté que cette phase d'examen individuel, qui concer-

ne huit filières, entre autres, les sciences de la nature et de la vie, les sciences et technologies, permet de «confirmer ou infirmer le choix du bachelier». Au cours de cette épreuve, encadrée par deux enseignants dans chaque filière, les candidats sont interrogés «sur les connaissances de base qui se rapportent à ces filières ainsi que leurs compétences dans les matières scientifiques», a fait savoir l'examinateur en génie mécanique, Miles Adel. Un dispositif d'accueil et d'entretiens formé de personnels académiques et enseignants ainsi que d'administrateurs a été

mobilisé «pour assurer le déroulement dans de bonnes conditions de cette deuxième phase de pré-inscription», a affirmé M. Bachkheznadji. Pour M. S., étudiante de la wilaya d'Oum El Bouaghi, l'entretien qu'elle a eu avec les académiciens et le test oral «ont consolidé son choix d'opter pour un cursus universitaire en génie électronique». La manifestation «Les entretiens individuels» se poursuit jusqu'au 12 août prochain, date de la fin du délai de la validation des choix, a-t-on conclu.

S. H.

Tlemcen

Près de trois millions de quintaux de céréales récoltés

Près de trois millions de quintaux (qx) de céréales ont été récoltés dans la wilaya de Tlemcen durant l'actuelle campagne de moisson-battage qui tire à sa fin, a-t-on appris de la Direction des services agricoles (DSA). La quantité de céréales récoltée, à une quinzaine de jours avant la fin de la campagne, s'élève à 2 802 420 qx, dont près de 900 000 qx de blé dur, plus de 400 000 qx de blé tendre et presque 1,5 million qx d'orge sur un total de production

prévisionnelle de l'ordre 2 817 741 qx, a indiqué Kamel Otmani, responsable au sein de la DSA. La présente campagne, qui se déroule dans de bonnes conditions, a enregistré la collecte au niveau des 23 points de la Coopérative locale des céréales et légumes secs (CCLS), d'une quantité de céréales estimée à plus d'un million de quintaux sur une capacité globale de collecte de l'ordre de 1 948 400, selon la même source. Pas moins de 291 moissonneuses-batteuses, dont

23 provenant des wilayas limitrophes, ont été mobilisées pour cette campagne. Par ailleurs, le responsable a souligné que la production de l'année en cours est nettement supérieure à celle de l'année précédente, qui avait enregistré une production de 1 873 700 quintaux. «Cela s'explique par les bonnes conditions climatiques cette année et la réduction sensible des incendies», a-t-il ajouté. Sur ce dernier point, il a précisé qu'un dispositif spécial «lutte contre les incen-

dies» a été élaboré conjointement cette année par la DSA et la direction de la Protection civile. Des brigades de lutte contre les incendies ont été installées dans cinq zones couvrant toute la superficie emblavée à travers la wilaya, a-t-on fait savoir. Ce dispositif a permis d'intervenir rapidement dans les zones où se déclarent des feux. Jusqu'à ce jour, 46,05 hectares ont été détruits par les feux contre 107 ha lors de l'année précédente, a-t-il indiqué.

F. K.

Sidi Bel-Abbès

Concrétisation de 29 projets de raccordement au réseau électrique

Pas moins de 29 projets de raccordement au réseau électrique ont été réalisés dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès dans le cadre du programme d'investissement de l'exercice 2018, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz. Ces projets représentent l'équivalent de 31 kilomètres du réseau de distribution avec quatre postes en vue d'assurer des prestations de qualité et pérennes durant l'été, a-t-on indiqué de même source, signalant que le montant global de ces investissements s'élève à 100 mil-

lions DA. La direction de Sonelgaz a programmé d'autres projets inscrits dans le cadre du développement du réseau électrique à long terme, notamment le transformateur de haute tension 30/60 kilovolts à Belarbi et un autre de 30/60 kilovolts à Benbadis. En dépit de certaines pannes cet été, dues à la nature du réseau objet de divers risques, aucune coupure de courant électrique majeure n'a été enregistrée et ce, grâce à l'intervention rapide des techniciens, a-t-on fait savoir. La direction de la SDO de Sidi Bel-Abbès a relevé, durant la première

tranche de l'été 2018, une distribution satisfaisante de l'électricité sans perturbation, ce qui s'est reflété positivement sur la qualité du service fourni au client, a-t-on souligné. En raison de la hausse sensible de la température qu'a connue la wilaya de Sidi Bel-Abbès, des dispositions ont été prises par les services de la direction pour cet été, comportant notamment de nouveaux investissements et des sessions de maintenance du réseau électrique, a-t-on souligné.

N. T.

Illizi/ AEP Trois nouveaux forages retenus pour la commune de Bordj El Haous

UN PROJET de réalisation de trois forages destinés à alimenter en eau potable (AEP) des habitants du hameau de Taset, dans la commune de Bordj El Haous (270 km au sud d'Illizi), a été retenu par les autorités locales, a-t-on appris jeudi des responsables de cette collectivité. Une enveloppe de trois millions de dinars a été consacrée sur budget de la wilaya pour ce projet, dont les travaux seront lancés durant la semaine prochaine, a indiqué le vice-président de l'Assemblée populaire communale de Bordj El Haous, Zagri Yahia. Par ailleurs, 20 aides à l'habitat rural ont été attribuées aux bénéficiaires à Taset et ce, dans l'objectif de stabiliser la population de cette région éparse, a-t-on noté. Ces actions permettront l'exploitation des capacités d'eau et la fertilité des sols dans le but de promouvoir l'activité agricole. Des initiatives de coordination sont en cours avec les services du secteur de l'agriculture (DSA) pour étudier justement les possibilités de créer des périmètres agricoles à travers cette région ce qui permettra à l'avenir, a-t-il dit, l'extension des superficies cultivées dans la wilaya d'Illizi.

R. R.

Sahara occidental/Maroc

Kohler prépare un nouveau round de négociations directes avant la fin de l'année

■ L'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, s'active pour lancer un cinquième round de négociations directes entre le Front Polisario et le Maroc avant la fin de l'année, a-t-on appris jeudi de sources proches du dossier.

Par Sara H.

L'émédiateur onusien a informé mercredi le Conseil de sécurité, lors d'un briefing tenu à New York, de sa démarche d'envoyer dans les prochaines semaines des invitations au Front Polisario et au Maroc pour reprendre les négociations directes à l'arrêt depuis 2012, a-t-on indiqué de même source. Horst Kohler compte organiser ce nouveau round de négociations avant la fin de l'année, probablement vers la fin d'octobre ou début novembre. En dépit des pressions du Maroc pour limiter ce briefing à un simple rapport factuel afin d'éviter des recommandations sur un retour à la table des négociations, l'ancien président allemand a annoncé les prochaines démarches qu'il compte entreprendre pour la reprise du processus onusien. Fidèle à sa pratique de blocage, Rabat a proposé lundi le report de ce briefing pour empêcher qu'une proposition d'agenda pour la reprise du processus politique ne soit formulée lors de cette réunion. A l'issue de ce briefing, le Front Polisario a réaffirmé, dans un communiqué diffusé mercredi soir, sa volonté de coopérer avec l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour la reprise des négociations, exprimant son soutien aux efforts déployés dans ce sens par l'émissaire onusien. Au cours de son premier briefing au Conseil de sécurité, tenu en mars dernier, l'ancien président allemand a défini avec clarté son mandat en tant qu'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU qui consiste à «trouver une voie pour l'avenir» sur la base d'une solution garantissant l'autodétermina-



tion du peuple sahraoui. L'émissaire onusien avait expliqué, lors de cette réunion d'information, sa vision du processus de paix et a précisé que son objectif était de relancer les négociations directes entre les deux parties au conflit dans le courant de l'année 2018. «C'est ainsi que la résolution 2351 le précise, et nous n'avons pas besoin d'une nouvelle terminologie, mais d'une volonté de remplir ce langage de sens et de le suivre par l'action», a-t-il alors déclaré, rejetant les conditions du Maroc qui refuse de revenir à la table des négociations que si son plan d'autonomie est mis comme seule option pour le règlement du conflit. La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc se sont installés à la

même table de négociations remonte à mars 2012 à Manhasset, aux Etats-Unis. Depuis, le processus de paix lancé par l'ONU se trouve dans l'impasse en raison des entraves dressées par le Maroc pour empêcher le règlement du conflit sur la base des principes de la légitimité internationale qui garantissent le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Mis au pied du mur, le Maroc est, cependant, tenu de reprendre sans tarder les négociations. En avril, le Conseil de sécurité s'est fixé rendez-vous en octobre prochain pour évaluer l'avancée du processus, mettant le cap sur une nouvelle démarche visant à ramener les partis au conflit à la table des négociations dans un délai de six mois. Les Etats-Unis,

porte-plume des résolutions sur le Sahara occidental, ont déclaré juste après l'adoption de la résolution prorogeant le mandat de la Minurso qu'ils s'attendaient à une reprise des pourparlers d'ici à octobre.

La présentation de l'émissaire de l'ONU «positivement appréciée» par l'Algérie

L'Algérie «apprécie positivement» la présentation faite par le représentant personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Horst Kohler, sur sa récente visite dans la région, indique jeudi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif, relevant que cette

présentation a été «favorablement accueillie» par l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de l'ONU. En réponse à une question au sujet de la réaction de l'Algérie au briefing de l'émissaire onusien mercredi devant le Conseil de sécurité, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a tenu à «réitérer le soutien de l'Algérie aux efforts de l'ONU et à M. Kohler, en sa qualité d'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental». M. Benali Cherif a également «assuré de la disponibilité de l'Algérie à coopérer, comme elle l'a toujours fait, avec l'ONU, en vue d'un règlement de la question du Sahara occidental, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité qui garantissent au peuple sahraoui l'exercice de son droit à l'autodétermination». L'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental a fait mercredi un briefing au Conseil de sécurité sur sa dernière tournée régionale visant à relancer les négociations entre le Front Polisario et le Maroc, à l'arrêt depuis 2012. L'ancien président allemand devrait informer le Conseil de sécurité de «ses récentes activités» menées dans le cadre du processus onusien, précise l'agenda prévisionnel du Conseil de sécurité pour le mois d'août. Il s'agit du deuxième briefing de Horst Kohler depuis sa nomination comme Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental. Il intervient moins de deux mois après sa tournée dans la région où il a eu des discussions avec les deux parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, et les deux pays observateurs, la Mauritanie et l'Algérie. S. H./ APS

Libye

L'Italie dément avoir appelé à retarder les élections

L'Italie a démenti jeudi que son ambassadeur ait appelé à un ajournement des élections présidentielles et législatives en Libye.

Ce démenti est intervenu peu après que le Parlement libyen basé dans l'Est du pays eut dénoncé les remarques émises par l'ambassadeur d'Italie en Libye, Giuseppe Perrone, au cours d'une récente interview à une chaîne de télévision locale. Le 4 août, M. Perrone avait estimé que l'organisation d'élections en Libye avant la fin de cette année n'était pas possible car Rome n'y était pas favorable, suscitant le mécontentement et certaines manifestations dans certaines villes de Libye. Plus tôt dans la journée, le Parlement

libyen de l'Est avait demandé à l'Italie de remplacer son ambassadeur en raison de ses propos inopportuns.

La Commission des affaires étrangères et de la coopération internationale du Parlement libyen a prévenu que les propos de M. Perrone «auraient des effets négatifs sur les relations

entre Libye et l'Italie au niveau du gouvernement et de la société civile». Le gouvernement libyen soutenu par les Nations unies a déclaré mardi, lors d'une conférence de presse à Tripoli, capitale du pays, que la date des prochaines élections présidentielle et législatives serait décidée uniquement par les Libyens. En

mai, la France avait accueilli une réunion d'urgence sur la Libye avec la participation de différentes parties libyennes en vue de mettre fin à la crise politique dans le pays. Les parties avaient alors convenu d'organiser des élections présidentielles et législatives «crédibles», prévues pour le 10 décembre. Malgré la signa-

ture d'un accord de paix par les différentes factions politiques libyennes sous l'égide des Nations unies en décembre 2015, la Libye reste politiquement divisée entre les gouvernements de l'Est et de l'Ouest du pays, chacun revendiquant la légitimité.

Farid M.

Mauritanie

Au moins un mort dans le crash d'un avion civil

Au moins une personne a été tuée dans le crash d'un avion civil appartenant à une compagnie française en territoire mauritanien, à hauteur de Diatar Sénégal, rapporte la Direction de l'information et des

relations publiques des armées (DIRPA). «L'incident survenu en territoire mauritanien, a provoqué la mort du pilote de l'avion, de nationalité française», selon l'antenne de Saint-Louis de la DIRPA, citée par l'Agence de

presse sénégalaise (APS). Affrété par la Direction de la protection des végétaux (DPV), en partenariat avec Air Technical services de Saint-Louis, l'avion avait quitté Podor pour rallier la localité de Wallaldé pour une

mission de lutte anti-aviaire dans la zone des cultures, souligne la source militaire. Elle précise que la dépouille mortelle du pilote décédé sur le coup a été acheminée à Rosso, Mauritanie. R. M.



Yémen

Au moins 29 enfants tués dans une attaque, l'ONU veut une enquête «indépendante»

■ Au moins 29 enfants ont été tués dans une attaque ayant frappé jeudi leur bus sur un marché dans le nord du Yémen, a annoncé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), suscitant une vague de réprobations et une demande de l'ONU d'enquête «indépendante».

Par Rosa C.

Un hôpital de la province de Saada soutenu par le CICR «a reçu les corps de 29 enfants âgés de moins de 15 ans et 48 blessés, dont 30 enfants», a annoncé l'organisation sur son compte Twitter, sans donner de détails sur la nature de l'attaque ayant touché le marché de Dahyan. La coalition a reconnu avoir mené une frappe aérienne qui a touché un bus mais soutient que celui-ci ne transportait pas des enfants mais des «combattants Houthis», a déclaré à l'AFP son porte-parole, Turki al-Malki. Sous commandement saoudien, la coalition a affirmé avoir mené une opération militaire «légitime» dans ce secteur rebelle. Un photographe collaborant avec l'AFP dans la province a vu des enfants blessés pris en charge dans un centre de secours, pour la plupart ensanglantés. L'un d'eux était perfusé, recouvert d'une couverture de survie, avec un large bandage à

la tête. Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé à une enquête «indépendante», tandis que Washington a demandé à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite une investigation «approfondie». La région de Saada est le fief des rebelles Houthis, combattus par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite en soutien aux forces du président Abd Rabbo Mansour Hadi. Un porte-parole du CICR dans la capitale Sanaa, également sous contrôle des Houthis, a averti que le bilan n'était pas définitif puisque les victimes ont été transportées dans des hôpitaux différents. Les médias des rebelles Houthis ont pour leur part donné un bilan de 50 morts et 77 blessés, qui n'a pas pu être confirmé de source indépendante dans l'immédiat. Cité par la chaîne de télévision rebelle Al-Massirah, un porte-parole du ministère de la Santé des Houthis a confirmé que le bilan était particulièrement lourd parce que l'attaque avait touché un

marché fréquent. Selon l'ONG Save The Children, qui a condamné une «horrible attaque» et réclamé une enquête indépendante, les enfants ont été touchés alors qu'ils se trouvaient dans ce bus les ramenant à l'école après un pique-nique. «De nouveau, de nombreux enfants auraient été tués ou blessés lorsqu'un bus scolaire a été attaqué dans le nord du Yémen. (...) Est-ce que le monde a vraiment besoin de voir davantage d'enfants innocents tués pour arrêter la guerre cruelle au Yémen ?», a réagi le directeur du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) pour le Moyen-Orient, Geert Cappelaere. La coalition a qualifié l'attaque qu'elle a menée d'«opération militaire légitime». «L'attaque qui s'est produite aujourd'hui dans la province de Saada est une opération militaire légitime contre des éléments qui ont (...) tiré la nuit dernière un missile contre la ville (saoudienne) de Jizane, faisant un mort et des blessés parmi les civils», a indiqué la coalition dans un communiqué. Cette dernière avait annoncé mercredi que la défense anti-aérienne saoudienne avait intercepté dans le sud du royaume un missile tiré par les rebelles Houthis dont les débris ont tué un Yéménite et blessé onze personnes. Il y a



PH. > D. R.

une semaine, la coalition avait nié avoir lancé des attaques qui ont fait, selon le CICR, 55 morts et 170 blessés à Hodeida, dans l'ouest du Yémen. Cette ville stratégique est contrôlée par les Houthis qui ont également attribué à la coalition la responsabilité de ces attaques. Mais celle-ci a démenti et accusé à son tour les rebelles de les avoir menées. La coalition a été accusée à plusieurs reprises de bavures ayant coûté la vie à des centaines de civils. Elle a admis sa responsabilité dans certains raids ayant tué des civils mais accusé les Houthis de se mêler aux civils ou de les utiliser comme boucliers humains. Un argument répété jeudi après avoir affirmé dans un

premier temps avoir visé des responsables de tirs de missiles sur l'Arabie saoudite. «Cette opération a été menée dans le respect du droit humanitaire international», a-t-elle assuré, accusant les Houthis de recruter des enfants. Les rebelles Houthis, issus de la minorité zaïdite (une branche du chiisme) qui s'estime marginalisée dans un pays majoritairement sunnite, sont soutenus par l'Iran mais Téhéran conteste leur fournir un appui militaire. La guerre au Yémen a fait plus de 10 000 morts depuis le lancement de l'intervention de la coalition en mars 2015 et provoqué «la pire crise humanitaire» au monde, selon l'ONU. R. C.



Points chauds

Fronde

Par Fouzia Mahmoudi

Rapidement une frange protestataire s'était formée au sein de la majorité de François Hollande, remettant en cause sa politique et ses réformes. Le groupe des «frondeurs», comme ils furent surnommés par les médias, avait alors mis en danger le programme du président socialiste et fortement mis à mal sa crédibilité auprès des Français, faisant plonger encore plus sa cote, déjà basse, de popularité. Une situation que son successeur aurait aimé ne jamais connaître, mais malheureusement pour Emmanuel Macron, il semblerait que cette nouvelle habitude de rébellion se généralise. En effet, plusieurs députés En Marche, déçus par la première année du mandat, veulent constituer une force autonome à l'Assemblée nationale. Il faut atteindre 15 députés pour pouvoir former un groupe et bénéficier ainsi d'un temps de parole et de moyens supplémentaires à l'Assemblée nationale. Ces députés LREM déçus, profitent donc de l'été pour tenter de recruter des alliés. Ce pourrait être la petite annonce postée par François-Michel Lambert, élu l'an dernier sous l'étiquette La République en marche : «On entend plus parler de la dette publique, que de la fracture territoriale et de la dette écologique. Ce n'est plus possible !». «La visibilité est un rapport de force et ce rapport de force est nécessaire et urgent», ajoute l'élu des Bouches-du-Rhône. Ils sont une quinzaine avec lui : quelques députés En Marche échaudés par la loi Asile et immigration, mais aussi des centristes, des non-inscrits, et même les trois députés nationalistes corses. Jean-Félix Aquaviva est l'un d'entre eux : «Aujourd'hui, évidemment qu'entre la France insoumise et Les Républicains il manque une expression. Evidemment, ce groupe à vocation, dans l'opposition, à représenter cette expression». Sur le fond, une déclaration politique commune a été rédigée : une page et demie pour réclamer un pouvoir moins parisien et moins vertical. Pour autant, tous ne sont pas d'accord pour en faire un groupe d'opposition au gouvernement, à l'image de Paul Molac, député La République en Marche de Bretagne : «Moi en tout cas, je reste dans la majorité, je plaiderai pour ça, pour que ce ne soit pas un groupe d'opposition». Quant à savoir si au final les membres de ce groupe rebelle se considéreront malgré tout comme membres de la majorité présidentielle : «Chacun des membres sera libre de ses votes», répond l'un des organisateurs, qui espère la naissance du nouveau groupe à la rentrée, afin de peser sur le vote du budget. Reste à savoir quel poids ce groupe aura sur les débats de l'Assemblée nationale et surtout quelle sera la réaction de Macron qui voit de plus en plus l'image parfaite qu'il voulait renvoyer, virer au cauchemar. F. M.

Afghanistan

Bataille pour Ghazni, assaillie par les talibans

Les échanges de tirs se poursuivaient hier à Ghazni, chef-lieu de la province éponyme à deux heures de route au sud de Kaboul, assaillie dans la nuit par les talibans dont la présence terrorise la population. Ghazni est la deuxième capitale provinciale à brièvement tomber aux mains des talibans en moins de trois mois après Farah (ouest) le 15 mai, rapidement reprise par l'armée. L'hôpital civil de Ghazni a reçu «16 morts dont 14 soldats et 33 blessés – 25 membres des forces de sécurité et huit civils», a déclaré à l'AFP son responsable, Baz Mohammad Himmat. Les forces américaines, qui ont conduit «des raids de soutien aux forces afghanes», ont affirmé que «les combats ont cessé à 8h00 (3h30 GMT)», mais le correspondant de l'AFP en ville continuait d'entendre des tirs d'armes automatiques en début d'après-midi. «Les talibans vont et viennent en ville, ils sont des dizaines», rapportait en début de matinée un commerçant affolé, Asif Panahi, 31 ans, qui disait entendre «des tirs venant de plusieurs directions». Selon le chef de la police locale, Farid Ahmad Marshal, «les combattants talibans ont lancé leur assaut hier (jeudi) vers 23h00 en attaquant les barrières de sécurité qui ceinturent la

ville». L'électricité a été aussitôt coupée. «Ils ont avancé en ville et tiré plusieurs obus de mortier sur les habitations», a précisé le porte-parole du gouverneur provincial Arif Noori. «Les forces américaines ont riposté par un soutien aérien rapproché (avec des hélicoptères d'attaques) et mené des raids (depuis des drones)», a détaillé pour l'AFP leur porte-parole, le lieutenant-colonel Martin O'Donnell. «Les forces afghanes gardent le contrôle au sol. (...) C'est une nouvelle vaine tentative des talibans pour prendre du terrain et faire les gros titres», a-t-il ajouté. Le porte-parole des talibans Zabihullah Mujahid a expliqué dans un communiqué que «cette attaque s'inscrit dans le cadre de l'offensive de printemps» lancée début mai : «Des centaines de moudjahidines équipés d'armes lourdes se sont emparés des check-points et postes de police de la ville». Selon lui, «140 membres des forces ennemies ont été tués et blessés mais les pertes dans les rangs des moudjahidines sont faibles», assertion conforme aux habitudes exagérées du porte-parole. Sur Facebook, «Yasan», un habitant de Ghazni, racontait hier matin que «les talibans se (servaient) des hauts-parleurs de la mosquée

pour dire aux gens de rester chez eux». «Les talibans sont partout, ils nous empêchent de sortir, nous craignons pour nos vies», confirmait Mohammad Haleem, un autre commerçant de 49 ans, à l'AFP. «On avait vu les talibans tuer des militaires ou prendre les check-points, mais c'est la première fois qu'ils lancent une attaque coordonnée sur Ghazni», a affirmé un habitant à l'AFP, Shukrullah Naeemi. La province de Ghazni est instable et la présence talibane avérée de longue date au point que nul candidat ne s'est déclaré pour les législatives d'octobre prochain de peur d'être assassiné. L'entrée des insurgés dans Ghazni, proche de Kaboul, moins de trois mois après Farah qu'ils avaient tenue une journée avant d'en être chassés, intervient également deux mois après le cessez-le-feu de trois jours qu'ils avaient observé en accord avec l'armée. Plusieurs informations de presse ont fait par ailleurs état de discussions engagées entre les talibans et des responsables américains au Qatar où les talibans disposent d'un «bureau politique». Pour l'analyste Haroun Mir, «les talibans veulent faire pression sur le gouvernement (afin) d'entamer des négociations de paix en position de force».

Clôture du 11^e Festival de la chanson oranaise

Quatre jeunes talents récompensés

■ La 11^e édition du Festival de la chanson oranaise a pris fin jeudi soir au théâtre régional d'Oran «Abdelkader-Alloula» (TRO), lors d'une cérémonie marquée par la récompense de quatre jeunes talents, lauréats du concours organisé dans le cadre de cet événement culturel.

Par Abia Selles

Le jury, présidé par le musicien Bey Bekkaï, a décerné, à cette occasion, le 1^{er} Prix au jeune Bilal El-Arbi pour sa brillante interprétation de la chanson «Mouhal t'farragna lahoul» du regretté chanteur du genre oranais Ahmed Wahby (1921-1993) auquel fut dédiée cette édition. Les 2^e et 3^e Prix sont revenus respectivement à Ourabah Yacine et Didi Mohamed Achraf, tandis que Djamel Essadek a reçu le Prix d'encouragement. Un public nombreux a assisté à cette soirée de clôture, tenue en présence des autorités locales et qui a également vu les organisateurs rendre hommage à Cheikh Missoum Bensmir, grande figure du genre bédouin et du melhoun, âgé de 80 ans. Une cérémonie haute en couleur et en sonorités a régalé l'assistance qui a pris plaisir à découvrir ou à réécouter une sélection des plus beaux titres du patrimoine musical local. Plusieurs titres de feu Ahmed Wahby et Blaoui El-



Houari (1926-2017), et d'autres composés spécialement en guise d'hommage posthume à ces chanteurs oranais, ont été

interprétés par un plateau artistique de choix. Au grand bonheur de l'auditoire, de grandes vedettes se sont relayées sur



scène, dont Houari Oulhaci, Hakima Boulengi, Houari Sabour, Souad Bouali, Abdelkader Khaldi et Houari Benchenet, avec l'ac-

compagnement harmonieux de l'orchestre dirigé par le maestro du violon Kouider Berkane. Le directeur de la Culture, Kouider Bouziane, et la commissaire du festival, Khalida Benbali, se sont félicités de la réussite de cette édition qui a atteint les objectifs assignés, à savoir «la valorisation du patrimoine artistique et la promotion des jeunes talents». Le coprésident du jury, le parolier Temmouh Abdellah a, quant à lui, relevé «une amélioration de la qualité des prestations livrées par les artistes au fil des éditions», recommandant aux talents en herbe de «saisir toutes les opportunités à venir pour consolider leur formation». Le festival qui a été sponsorisé par l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), s'était ouvert le 5 août dernier en présence de Smaïl Oulebsir, représentant du ministre de la Culture Azeddine Mihoubi, rappelle-t-on. M. Oulebsir avait mis l'accent sur «les efforts déployés par l'Etat pour soutenir l'activité culturelle à travers l'ensemble du pays, offrant ainsi l'opportunité à toutes les potentialités artistiques de s'exprimer et d'évoluer».

A. S.

Musique

L'Ugta et l'Onda lancent une série de spectacles à Alger

Un concert de musique explorant le répertoire algérien a été animé, jeudi soir à Alger, par le groupe Freeklane et le chanteur Hocine Lasnami, en lancement d'un nouveau programme de soirées musicales organisées à l'initiative de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta). Organisée à l'esplanade du siège de l'Ugta, au centre-ville, ce concert ouvre un programme qui s'étale jusqu'au 30 août, élaboré en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et celui de la Culture, à travers l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda). Devant un millier de specta-

teurs, le groupe «Freeklane», mené par son chanteur Chemseddine Abbabcha, a repris des titres de son dernier album «Nomade», sorti en 2017, ainsi que ces plus grands succès dont «Bent Essoltan», «Lalla Mira» ou encore «Khouya El Madani». Les spectateurs ont également eu l'occasion de retrouver ou de découvrir la voix de Hocine Lasnami qui a enchanté, avec beaucoup de raffinement, son auditoire avec un répertoire hawzi, révisité par une orchestration contemporaine, et des titres comme «Ahlam Wa Sahlan», «Ya Errayah» ou encore «Algérienne», un de ses derniers succès depuis son retour sur la scène artistique. La chanteuse andalouse,

Nawel Illoul, et l'interprète de musique kabyle, Boualem Chaker, ont également pris part à cette soirée. Rencontrés par l'APS, plusieurs spectateurs ont salué cette initiative qui «offre aux Algérois et aux visiteurs de la capitale un plus large choix d'activités nocturnes pour cette saison estivale». Cette série de galas gratuits se poursuit jusqu'au 30 août et prévoit des spectacles d'artistes comme Hamdi Bennani, le groupe «Tej Event» ou encore Nassima Chams, ainsi que des soirées dédiées au châabi animées par Abdelkader Chaou, Noureddine Allan, Boualem Rahma et Mohamed Laagab, indiquent les organisateurs.

Samy H.

Animation

L'artisanat traditionnel du Sud à l'honneur à Oran

L'artisanat traditionnel de la région du Sud du pays est mis à l'honneur à Oran dans le cadre de la nouvelle édition des «Journées culturelles du Sud» qui se tient jusqu'au 15 août prochain, à l'initiative de l'Office national de la culture et de l'information (ONCI). L'esplanade de Sidi M'hamed, dans le prolongement du boulevard du Front de mer, abrite cet événement qui permet de mieux faire connaître la diversité et la richesse du patri-

moine culturel algérien. «Notre patrimoine, notre identité», constitue le slogan de cette manifestation artistique inscrite au titre des échanges culturels entre les différentes villes du pays, a indiqué le chargé de la communication auprès de l'ONCI, Abdelhamid Bouhala. «Le patrimoine culturel et artistique de l'Algérie est le reflet par excellence de l'identité nationale», a-t-il souligné, insistant sur l'intérêt de ce type de

rencontres qui valorisent le savoir-faire ancestral dans les différents segments de l'art. Ainsi, plusieurs tentes traditionnelles sont dressées sur l'esplanade de Sidi M'hamed, invitant les visiteurs à découvrir divers objets de l'artisanat d'art issus de la poterie, de la sculpture sur bois, de la maroquinerie, de la décoration au sable, et d'autres articles tels les instruments de musique traditionnels. Des soirées musicales sont également

animées dans le cadre de ce même rendez-vous culturel, avec la participation de différentes troupes venues de Béchar et Ouargla. Le représentant de l'ONCI a annoncé, en outre, le lancement, vendredi soir, d'une autre manifestation à Oran, intitulée «Eté d'Algérie à El-Bahia», consistant en l'animation de concerts par nombre de jeunes vedettes, à l'instar de Yasmine Ammari et Cheb Housseem.

F. H.

Cinéma

«Alexis, le film» sur la vie de Sanchez sortira en 2019

«Alexis, le film», un film biographique sur l'attaquant star de Manchester United Alexis Sanchez, va sortir en salles en 2019, a annoncé jeudi le joueur chilien qui y jouera son propre rôle. L'avant-centre, 29 ans, a publié sur son compte Instagram une courte vidéo, mêlant des images du village de Tocopilla où il a grandi et de lui-même

avec le maillot des Red Devils. «L'histoire d'un enfant qui fera tout pour accomplir son rêve», explique-t-il. «Alexis, le film» sera «basé sur des moments inédits de la vie du joueur, et le personnage principal interprété par un enfant choisi au terme d'un casting auquel pourront participer tous les enfants du pays», a indiqué la société de production «Fabula»,

des frères Pablo et Juan de Dios Larrain. Est également engagé dans le projet le réalisateur Alejandro Fernandez Almendras («Tuer un homme», «Tout va bien»). Le film doit être tourné en 2018 pour sortir lors de la prochaine Copa America au Brésil (7-30 juin), où le Chili de Sanchez doit défendre son statut de double tenant du titre.

R. C.

AGEND'ART

Galerie d'arts de l'Hôtel Sofitel Algiers Hama Garden (El-Hamma, Alger)
Jusqu'au 24 août :
 Exposition de peinture de Khaled Rochedi Bessaih, dont les œuvres s'inspirent du travail d'Amedeo Modigliani.
Palais des Rais Bastion 23
Jusqu'au 15 août :
 L'artiste Nasreddine Brahami expose ses œuvres depuis le 26 juillet pour une exposition/vente autour du thème «Regard».



Coupe arabe des clubs champions (32^{es} de finale/aller) Le MCA s'impose face au Al-Riffa SC

LE CLUB de football algérien MC Alger s'est imposé devant à son homologue bahreïni d'Al-Riffa SC sur le score de 2 à 1 (mi-temps : 1-1), pour le compte du match aller des 32^{es} de finale de la Coupe arabe des clubs champions de football, disputé jeudi à Manama (Bahreïn).

Les Mouloudéens ont ouvert le score dès la 3^e minute par l'intermédiaire de Walid Derardja, également impliqué dans le deuxième but avec une passe décisive pour Bourdina à la 58^e minute. Les locaux avaient égalisé à la 39^e par Ali Haram.

Le match retour est prévu le

28 septembre à Alger au stade du 5-Juillet. Mercredi, l'USM Alger a arraché une précieuse victoire en déplacement devant son homologue irakien de la Force aérienne (1-0, mi-temps : 0-0), grâce au but de Mahious à la 72^e minute.

De son côté, l'ES Sétif s'était qualifiée pour le prochain tour aux dépens des Emiratis d'Al-Aïn (aller : 2-1, retour 0-1). La double confrontation s'était jouée à Zagreb sur demande de la formation émiratie qui a effectué un stage de préparation dans la capitale croate.

Le Havre AC Ferhat vers Montpellier



L'HISTOIRE entre Zinedine Ferhat et Le Havre semble proche de se terminer après deux saisons passées en Ligue 2.

Le président du club ciel et marine a indiqué que son club a reçu une offre presque satisfaisante d'un club et que les négocia-

tions sont en bonne voie, et d'après RMC il s'agit du club de Montpellier qui a mis l'ailier algérien dans son viseur depuis le début du mercato estival, surtout que l'ailier belge Isaac Mbenza vient d'être prêté à Huddersfield, en Angleterre.

Volpe : «*Concernant Zinedine Ferhat, nous avons une offre qui n'est pas loin de nous satisfaire. Je crois qu'il va partir. Mais que les choses soient claires, que ce soit pour Harold ou pour Zinou, nous n'avons pas l'intention de brader l'un de nos joueurs.*»

Leicester City Fenerbahçe veut Slimani

ANNONCÉ proche d'Al Hilal par la presse saoudienne il y a deux jours, Islam Slimani devrait finalement signer avec Fenerbahçe dans les prochaines heures.

Sky Sport a indiqué aujourd'hui que les dirigeants des deux clubs sont tombés d'accord pour le prêt de l'attaquant algérien Slimani qui devrait être prêté pour une saison sans option d'achat.

L'attaquant algérien, qui était dans le viseur de Fenerbahçe, Besiktas et de son ancien club le Sporting Lisbonne, va donc s'engager en faveur du Fener, l'ennemi rival de Galatasaray, le club de Sofiane Feghouli.

Rappelons qu'en cas d'officialisation Slimani sera le 4^e joueur à jouer dans le championnat turc après Sofiane Feghouli, Carl Medjani et Nabil Ghilas.

Abdelkrim Medouar (président de la LFP)

«Nous devons revoir certains volets dans le professionnalisme»

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a estimé jeudi à Alger, à la veille du démarrage de la saison 2018-2019, que le début du professionnalisme en Algérie était «*tordu*» et l'idée de revoir certains volets est devenue une «*nécessité impérative afin d'éviter un avenir incertain*». «*Franchement, comme je l'avais déclaré auparavant, le début du professionnalisme en Algérie était tordu, nous devons revoir certains volets, vu qu'il connaît actuellement une régression terrible. Sachez que les choses tournent mal en ce moment, car les dettes des clubs s'accumulent davantage*», a alerté l'invité du forum de l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens, organisé au centre de presse du complexe olympique Mohamed Boudiaf. «*Le professionnalisme ne sera viable qu'avec l'existence du soutien financier et des spon-*

sors. Dans le cas contraire, il sera confronté à de multiples problèmes qui influent de manière négative sur le bon déroulement du championnat.» «*Nous avons besoin d'une commission mixte chargée de revoir le dossier du professionnalisme. Et j'affirme que la Fifa n'avait aucune relation avec l'instauration du professionnalisme en Algérie. Certains continuent de croire que si nous n'avions pas adopté le professionnalisme en 2010, nous n'aurions jamais disputé la Ligue des champions d'Afrique ou la Coupe de la Confédération. Ce sont des choses erronées. Les pays voisins prennent part jusqu'à ce jour à ces compétitions avec des clubs amateurs et sans sociétés sportives par actions*», a encore souligné Medouar. Et de conclure : «*En 2007 et 2008, les clubs algériens avaient-ils des sociétés ? Ils avaient seulement des contrats professionnels. Je voudrais pré-*

ciser une chose : pour prendre part à une compétition internationale, il fallait disposer seulement d'un contrat professionnel.»

Sur un tout autre volet, Medouar soulignera que la Commission d'homologation des stades de football poursuit son travail d'inspection en vue de la saison sportive 2018-2019 dont le coup d'envoi a été donné hier. Le président de la LFP a annoncé que «*plusieurs stades ont été officiellement homologués par la commission pour permettre aux clubs de Ligues 1 et 2 de recevoir sur leur terrain, en attendant la programmation d'autres visites dans les jours à venir*». À titre d'exemple, «*la commission d'homologation a programmé une visite au stade de Tizi-Ouzou qui connaît une opération de revêtement de sa pelouse ainsi que les stades de Mostaganem, Boussaâda et Bouakeul d'Oran qui seront également concernés par une visite ces jours-ci*», a

précisé Medouar. «*Le stade de Mostaganem a coûté très cher aux pouvoirs publics, mais en fin de compte on trouve des défaillances au niveau de l'éclairage et des vestiaires, ce qui complice à l'équipe locale de recevoir ses hôtes sur son terrain. La commission visitera dimanche le stade de Tadjenanet qui connaît également des problèmes au niveau de l'éclairage ainsi que le stade du 20-Août à Bechar (revêtement de la pelouse)*». Le président de la LFP a réaffirmé une nouvelle fois que «*l'AS Ain Milila ne recevra pas le premier match sur son terrain, suite aux réserves formulées par la commission d'homologation lors des deux précédentes visites, en attendant de programmer une autre visite prochainement*». Par ailleurs, le premier responsable de la gestion du football professionnel s'est dit «*très surpris*» par la déclaration du président de l'Assemblée

communale de Mohammadia, confirmant l'impossibilité de l'USM Harrach à recevoir sur son terrain.

«*L'USM Harrach a déposé un dossier ordinaire signé par le maire de Mohammadia confirmant la possibilité de l'équipe à recevoir sur son stade, mais je suis surpris par une lettre envoyée mercredi soir par le maire annonçant l'incapacité de l'USMH à recevoir à cause de quelque problèmes à l'extérieur du stade. La commission d'homologation des stades a présenté un rapport positif concernant le stade de Mohammadia. Les problèmes qui se trouvent en dehors du stade ne peuvent en aucun cas nuire au déroulement de la rencontre*», a dit Medouar. Et de conclure : «*La décision du maire de Mohammadia complique davantage la position de l'USMH, à la veille du début de la compétition*».

Ligue I Mobilis (1^{re} journée)

La JSS en péril à Tizi, l'ESS sur du velours

■ La JS Saoura, vice-champion d'Algérie, effectuera un déplacement périlleux à Tizi-Ouzou pour cette première journée de la Ligue I, où elle aura à affronter à huis clos la JS Kabylie dont l'effectif a été largement remanié sous la houlette du nouvel entraîneur français, Franck Dumas.

Par Mahfoud M.

Le club de Béchar, dont le mercato estival a été relativement calme, aura bien des atouts à faire valoir dans ce premier match de la saison, face à une équipe kabyle toujours à la recherche d'automatismes.

L'ES Sétif, dont l'exercice 2017-2018 a été chaotique avec une triste 8^e place au classement final, abordera la nouvelle saison avec la ferme intention de reconquérir un titre cédé au CSC. L'Entente, qui a enregistré l'arrivée du technicien marocain Rachid Taoussi, accueillera l'USM Bel-Abbès, détenteur de la Coupe d'Algérie.

Les trois promus en Ligue 1 seront appelés à bien négocier leur retour parmi l'élite en déplacement, une manière d'impressionner d'entrée.

Le MO Béjaïa se rendra du côté de la capitale du Titteri pour défier l'Olympique Médéa, dirigée désormais par Saïd Hamouche, en remplacement de Sid-Ahmed Slimani, parti rejoindre le RC Kouba (Ligue 2). Les «*Crabes*», qui avaient dominé la Ligue 2 la saison dernière, seront certainement mis à rude épreuve par les gars de Médéa qui veulent éviter un mauvais départ devant leur public.

Les joueurs de l'AS Ain Milila effectueront leur retour parmi l'élite en foulant la pelouse synthétique du 20-Août-1955



Les Canaris veulent débiter en force

d'Alger, 16 ans après avoir végété dans les différents paliers inférieurs. La formation de l'Est, dirigée par Lakhdar Adjali, sera opposée à une équipe du CR Belouizdad où rien ne va plus, elle qui a déjà consommé trois techniciens durant l'intersaison avant d'engager Si Tahar Chérif El-Ouazzani. Un éventuel faux pas du Chabab pourrait compliquer davantage la situation du club algérois.

Le CABB Arréridj, l'un des clubs les plus actifs sur le marché des transferts avec l'arrivée de 17 joueurs, se rendra à Oran pour croiser le fer avec le MCO, qui a échoué à monter sur le podium la saison dernière.

Les «*Hamraoua*» partiront largement favoris dans cette jour-

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Bilan du service technique de la police à Béjaïa

2 506 communications téléphoniques reçues

LES SERVICES techniques de la Sûreté de wilaya ont reçu près de 2 506 appels téléphoniques sur le numéro verts 15-48, le numéro de secours 17 et le numéro 104 réservé aux mineurs durant le mois de juillet dernier, a indiqué la cellule de communication de la Sûreté de wilaya dans un communiqué de presse qui nous a été transmis ces derniers jours. La majorité des communications téléphoniques, soit plus de 339, étaient destinées à signaler des crimes au moment de leur déroulement, des tentatives d'atteinte aux biens et aux personnes, etc. Selon la même source, 2 046 appels étaient destinés à demander secours à la police, des informations ou orientations, 119 communications concernent des alertes sur des accidents de la route, découverte de cadavres, alors que deux appels étaient destinés à signaler un kidnapping et une disparition d'enfant.

H. C.

Lutte antiterroriste

Deux casemates pour groupes terroristes détruites à Ain Defla

DEUX casemates pour groupes terroristes ont été découvertes et détruites jeudi à Ain Defla, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 9 août 2018 à Ain Defla/1^{re} Région militaire, deux casemates pour groupes terroristes», précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, «un détachement combiné de l'ANP a récupéré, à In Amenas/4th RM, une somme d'argent s'élevant à 28 880 000 dinars algériens volée de la poste de Debdeb la semaine précédente», indique le MDN, soulignant que «l'enquête est toujours en cours afin de cerner tous les détails relatifs à cet acte criminel et de récupérer la totalité de la somme d'argent volée». A El Oued et Biskra/4th RM, des détachements de l'ANP ont

intercepté «trois contrebandiers, trois camions et 64 quintaux de tabac», tandis que d'autres détachements ont appréhendé, à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar/6th RM, huit contrebandiers et saisi quatre véhicules tout-terrain, 3,779 tonnes de denrées alimentaires et divers outils d'orpaillage.

D'autre part, «des détachements de l'ANP ont mis en échec, lors de diverses opérations menées respectivement à Souk-Ahras, Tébessa et El-Taref, des tentatives de contrebande d'une quantité de carburant s'élevant à (11 379) litres», alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, à Oran et Tlemcen, «deux narcotrafiquants en possession de 7,7 kilogrammes de kif traité». De même, «treize immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Saïda, Naâma et Laghouat», conclut le MDN.

K. T.

Personnalité politique

Abdelaziz Bouteflika rend hommage à Mohamed Salah Yahiaoui

LE DÉFUNT Mohamed Salah Yahiaoui a été inhumé hier au cimetière de Sidi Yahia, à Alger, après la prière du vendredi. Le moudjahid Mohamed Salah Yahiaoui est décédé vendredi à l'hôpital militaire d'Ain Naadja à Alger, à l'âge de 81 ans. Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de condoléances à la famille du moudjahid, dans lequel il a qualifié l'homme d'«altruiste de nature, ayant adopté le sacrifice en tant que mode et le martyre en tant qu'aspiration». «C'est avec une grande affliction que je présente mes sincères condoléances, suite à la perte d'un brave compagnon d'armes et un fervent défenseur des principes et idéaux nobles, à savoir : le moudjahid, militant et cher ami, Mohamed Salah Yahiaoui, qui s'est engagé avec bravoure sur le champ de bataille, aux côtés des vaillants

ayant longuement lutté dans les maquis et partout, sans jamais un jour baisser les bras ou montrer un signe de faiblesse, vivant en toute plénitude, altruiste de nature avec le sacrifice pour mode et le martyre comme aspiration», a écrit le président de la République.

R. N.

garer sa voiture n'importe où peut vous coûter la vie



Loumis

Djalou@hotmail.com

Lutte contre la criminalité

La police et la gendarmerie font des descentes conjointes à Alger

■ Les forces de la Police et de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya d'Alger ont effectué, jeudi, des descentes conjointes dans des lieux de la criminalité dans les communes de Bir Mourad Rais, Gué de Constantine et Ain Naadja, en vue de garantir la sécurité des citoyens.

Par Hakim S.

Cette opération, menée conjointement par les éléments des forces de l'ordre de la police et de la Gendarmerie nationale, avait pour principal objectif la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes et la sécurisation des citoyens et de leurs

biens. Le commissaire principal, Belkacem Farrah, dans une déclaration à l'APS, a souligné l'importance de cette coopération entre les deux corps en vue de garantir la quiétude publique et la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes.

De son côté, le chef du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Bir

Mourad Rais, le commandant, Faycel Khaloufi, a estimé que cette opération vise à réunir toutes les conditions pour «garantir une saison estivale réussie». L'opération a été marquée par la mobilisation de brigades de sécurité et d'intervention et de brigades cynotechniques pour sécuriser les lieux à forte affluence.

H. S.

Pénurie d'eau à M'sila

Les vendeurs d'eau font les poches du citoyen

A M'sila, les habitants ont soif, les robinets sont à sec dans beaucoup de quartiers et les habitants ont recours à l'eau achetée par citernes. La demande est telle que les revendeurs d'eau ont exploité le filon en faisant grimper les prix à des pics jamais atteints. La citerne de 1 500, cédée à 600 DA, est depuis le début de la canicule

proposée à 1 500 DA, avec en prime la vente de la totalité de la citerne, ne laissant le choix au citoyen : prendre ou laisser.

Pourtant, cette ville a bénéficié d'un apport financier de l'Etat pour répondre aux besoins en eau et ce, en plus d'une série de mesures incluant le forage de divers forages. Lesquels projets sont toujours en attente.

Selon la direction de wilaya des Ressources en eau, une aide supplémentaire de 7 milliards de DA a été octroyée pour un recours supplémentaire aux ressources souterraines et la réalisation d'une canalisation pour le transfert vers M'sila à partir des eaux du champ de captage d'El Berine dans la wilaya de Djelfa.

A. S.

Opération conjointe de police et gendarmerie à Béjaïa

123 tentes saisies

LA POLICE et la Gendarmerie nationales ont mené des opérations conjointes mercredi après-midi sur les plages des daïras d'Aokas, Tichy et au niveau de la Brise de mer, dans la ville de Béjaïa. Cette descente expéditive intervient après l'agression qui a eu lieu le 1^{er} août dernier à Lotta, dans la commune de Souk El-Tennine, sur le jeune vacancier

Aïssa Zoubir, natif d'El-Megheir dans la wilaya d'El-Oued, décédé mardi dernier à l'hôpital Khellil Amrane. Cette action a été menée afin de nettoyer les plages des squatteurs qui imposent leur loi. «Deux hommes ont été arrêtés pour création illicite de parkings, alors qu'un autre a été arrêté pour possession d'une arme blanche», a-t-on appris de

la cellule de communication de la Sûreté de wilaya qui nous a transmis un communiqué de presse. Elle a fait état de «la saisie de 123 tentes installées illicitement sur les plages et la convocation de plusieurs personnes pour contrôle et vérification des autorisations de création de parking et occupation des plages avec leur matériel...», entre

autres. La Sûreté de wilaya et la gendarmerie ont mobilisé respectivement 131 policiers, 87 véhicules et 32 gendarmes avec 10 véhicules. Pas moins de 73 personnes ont été fouillées et un contrôle d'identité a été effectué sur 108 autres. Il faut ajouter à cela le contrôle de 12 personnes pour création de locaux commerciaux.

H. C.